

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger (Pays à demi-tarif)	50 fr.	30 fr.
Etranger (Pays à plein tarif)	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro :  
 Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50  
 Par porteur ou par la poste :  
 Togo, France et Colonies : 1, fr. 75  
 Etranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'École Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.  
 Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

**Madame DE GUISE recevra au Gouvernement le jeudi 25 mai de 17 à 19 heures.**

## SOMMAIRE



### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

**Décret du 2 avril 1933**, portant modifications au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et au budget spécial sur fonds d'emprunt du Togo (exercice 1932). (Arrêté de promulgation du 5 mai 1933). 278

**Décret du 18 mars 1933**, modifiant le décret du 5 mai 1920 sur l'administration des successions et biens vacants aux colonies. (Arrêté de promulgation du 5 mai 1933) 280

**Circulaire ministérielle du 5 avril 1933**, fixant les conditions auxquelles est subordonné le droit au passage des familles de fonctionnaires. 280

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

**Arrêté du 24 mars 1933**, modifiant les droits à la sortie du territoire du Togo placé sous le mandat de la France. 281

**Arrêté du 31 mars 1933**, exemptant provisoirement de droits à la sortie le maïs et la farine de manioc. 281

**Arrêté du 24 mars 1933**, suspendant provisoirement la perception de la taxe sur le chiffre d'affaires à l'exportation du kapok, du maïs, du manioc, de la farine de manioc et du tapioca. 282

**Arrêté du 31 mars 1933**, complétant l'arrêté du 31 décembre 1932 établissant dans le territoire du Togo un droit de statistique sur les marchandises et animaux vivants à l'entrée et à la sortie. 282

**Arrêté du 28 avril 1933**, approuvant et rendant exécutoires divers rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1933. 282

**Arrêté du 28 avril 1933**, portant prorogation des mandats des membres indigènes du conseil d'administration. 283

**Arrêté du 1<sup>er</sup> mai 1933**, instituant des allocations en faveur des chefs indigènes. 283

**Arrêté du 1<sup>er</sup> mai 1933**, portant modification à l'arrêté n° 579 du 20 novembre 1932 autorisant la commune-mixte de Lomé à s'imposer et lui attribuant certaines recettes. 284

**Arrêté du 1<sup>er</sup> mai 1933**, portant fixation des tarifs de cession aux services et aux particuliers des médicaments et pansements délivrés par les pharmacies du service local de Lomé. 284

**Arrêté du 1<sup>er</sup> mai 1933**, autorisant un prélèvement ordinaire sur la caisse de réserve. 285

**Arrêté du 1<sup>er</sup> mai 1933**, créant de nouvelles rubriques au budget local du territoire du Togo de l'exercice 1933, ouvrant les crédits supplémentaires à y affecter et les voies et moyens permettant de faire face à leur ouverture. 285

**Arrêté du 1<sup>er</sup> mai 1933**, réglementant l'attribution des primes aux exportations de manioc, de fécule de manioc et de tapioca. 285

**Arrêté du 1<sup>er</sup> mai 1933**, créant de nouvelles rubriques au budget spécial des grands travaux sur fonds d'emprunt exercice 1932. 286

Arrêté du 1 <sup>er</sup> mai 1933, fixant les tarifs de remboursement pour les examens de radiologie.	287
Arrêté du 1 <sup>er</sup> mai 1933, réglementant à nouveau le mode de cession de la quinine préventive.	288
Arrêté du 1 <sup>er</sup> mai 1933, réduisant de 10% le taux de certaines indemnités.	288
Arrêté du 1 <sup>er</sup> mai 1933, modifiant les tarifs du chemin de fer.	288
Arrêté du 1 <sup>er</sup> mai 1933, portant modifications aux tarifs du chemin de fer.	289
Arrêté du 1 <sup>er</sup> mai 1933, portant modifications aux tarifs du C. F. T. et du wharf.	289
Arrêté du 1 <sup>er</sup> mai 1933, portant modifications aux tarifs du chemin de fer et du wharf.	290
Arrêté du 3 mai 1933, approuvant et rendant exécutoires divers rôles primitifs afférents à l'exercice 1933.	290
Arrêté du 4 mai 1933, plaçant le cercle de Lomé sous le régime du danger imminent.	291
Arrêté du 4 mai 1933, mettant en observation sanitaire les navires en provenance de Kéta.	291
Nominations, mutations, etc... concernant le personnel	292
Censeur administratif	298
Chef du secrétariat général	298
Commission	298
Commission d'enquête	299
Curatelle aux successions et biens vacants	299
Domaines	299
Expulsion	299
Produits pharmaceutiques	299
Indemnisations	299
Retraits de permis de conduire	300
Secours	300
Subvention	300
Suppression de haltes	300
Avis de concours	300
Etat des mouvements de la navigation du port de Lomé pendant le mois d'avril 1933.	301

## PARTIE NON OFFICIELLE

Modifications d'horaire des Chargeurs-Réunis	302
Loterie de la plus grande France	302
Annonces — (Voir supplément)	

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Budget annexe du chemin de fer et budget spécial

ARRETE N° 287 promulguant au Togo le décret du 2 avril 1933, portant modifications au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et au budget spécial sur fonds d'emprunt du Togo (exercice 1932).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 avril 1933, portant modifications au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et au budget spécial sur fonds d'emprunt du Togo (exercice 1932);

#### ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 2 avril 1933, portant modifications au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et au budget spécial sur fonds d'emprunt du Togo (exercice 1932).

Lomé, le 5 mai 1933.

R. DE GUISE.

#### RAPPORT

Au Président de la République Française

Paris, le 2 avril 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le Commissaire de la République au Togo a pris, en conseil d'administration, le 24 janvier 1933, un arrêté portant modifications à divers chapitres du budget spécial sur fonds d'emprunt et du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer du Territoire, exercice 1932.

Ces mesures ne soulevant aucune objection de ma part, j'ai fait préparer, pour les ratifier, conformément aux dispositions du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, le projet de décret ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies;

Albert SARRAUT.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921, déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le mandat sur le Togo, confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu les décrets des 13 avril et 26 juillet 1932, portant approbation respectivement du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du budget sur fonds d'emprunt du Togo, exercice 1932;

## DÉCRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 59, pris en conseil d'administration, le 24 janvier 1933, par le Commissaire de la République au Togo, et portant modifications à divers chapitres du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt, exercice 1932, et arrêtant lesdits budgets en recettes et en dépenses, aux sommes ci-après :

1° — Budget annexe de l'exploitation du chemin de fer, 17.024.228 frs. 37;

2° — Budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt, 51 millions 113.900 frs. 58.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 avril 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

ARRETE N° 59 portant dotations supplémentaires aux rubriques spéciales aux prestations allemandes du budget annexe du chemin de fer et du budget spécial des fonds d'emprunt 1932.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921, déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la loi du 22 février 1931 autorisant les gouvernements généraux de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française, de l'Indochine et de Madagascar, les commissariats de la République française au Togo et au Cameroun à contracter des emprunts formant un ensemble de 3.900.000.000 de francs promulgué au Togo le 29 août 1931;

Vu le décret du 8 mai 1931 portant création des budgets spéciaux d'emprunt en Afrique occidentale française, en Indochine, en Afrique équatoriale française, à Madagascar, au Togo et au Cameroun, promulgué au Togo le 30 mai 1931;

Vu la circulaire 122 C. S. du 31 juillet 1931 concernant l'utilisation du matériel livré sur prestations allemandes;

Vu le décret du 13 avril 1932 portant approbation entre autres du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, exercice 1932 (promulgué au Territoire le 20 mai 1932);

Vu le décret du 26 juillet 1932 portant approbation du budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt du Togo (exercice 1932) promulgué au Territoire le 7 septembre 1932;

Sur la proposition du chef du bureau des services financiers;

Le conseil d'administration préalablement entendu;

Sous réserve de l'approbation ultérieure par décret;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont modifiés comme suit le budget spécial sur fonds d'emprunt et le budget annexe de l'exploitation du chemin de fer, exercice 1932 :

## a — Budget spécial sur fonds d'emprunt.

1° — Recettes. — Chap. II. — Art. Premier. — Contre-valeur des prestations en nature à utiliser au cours de l'exercice

au lieu de : . . . . . 1.196.000 frs.  
lire : . . . . . 10.738.295 frs. 18

2° — Dépenses. — Chap. V — Art. 1 — Par. 5. — et Art. 2. — Par. 3. — Matériel provenant des prestations allemandes.

au lieu de : . . . . . 1.196.000 frs.  
lire : . . . . . 10.738.295 frs. 18

## b — Budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf.

1° — Recettes. — Chap. VIII — Art. 2. — Valeur du matériel des prestations à utiliser en 1932.

au lieu de : . . . . . 1.875.000 frs.  
lire : . . . . . 2.232.228 frs. 37

2° — Dépenses. — Chap. VIII — Art. 2. — Valeur du matériel des prestations à utiliser en 1932.

au lieu de : . . . . . 1.875.000 frs.  
lire : . . . . . 2.232.228 frs. 37

ART. 2. — Le budget spécial sur fonds d'emprunt, exercice 1932 est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de (49.538.295 frs. 18) quarante neuf millions cinq cent trente huit mille deux cent quatre vingt quinze frs. dix huit centimes.

Au lieu de (39.996.000 frs.) trenté neuf millions neuf cent quatre vingt seize mille francs).

Le budget annexe de l'exploitation du chemin de fer, exercice 1932 est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de dix sept millions vingt quatre mille deux cent vingt huit francs trente sept centimes (17.024.228 frs. 37).

*Au lieu de seize millions six cent soixante sept mille francs (16.667.000 frs.).*

ART. 3. — Le présent arrêté sera rendu provisoirement exécutoire sous réserve de l'approbation ultérieure par décret.

Lomé, le 24 janvier 1933.

R. DE GUISE.

**Administration des successions et biens vacants  
aux colonies**

*ARRETE N° 288 promulguant au Togo le décret du 18 mars 1933, modifiant le décret du 5 mai 1920 sur l'administration des successions et biens vacants aux colonies.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 18 mars 1933, modifiant le décret du 5 mai 1920 sur l'administration des successions et biens vacants aux colonies;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 18 mars 1933, modifiant le décret du 5 mai 1920 sur l'administration des successions et biens vacants aux colonies.

Lomé, le 5 mai 1933.

R. DE GUISE.

**RAPPORT**

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 18 mars 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret du 5 mai 1920, pris en modification du décret du 14 mars 1890 dans le but de consacrer une décentralisation administrative à l'égard des successions vacantes aux colonies, n'a prévu qu'un curateur d'office par arrondissement judiciaire quels que soient leur superficie et la densité de leur population.

L'expérience a montré qu'une telle restriction présentait de sérieux inconvénients pour un grand nombre de ressorts de certaines colonies en raison de leur étendue considérable et des difficultés de communication qu'on y rencontre.

Pour remédier à cette situation, il nous a paru utile de compléter le décret susvisé du 5 mai 1920 en prévoyant, pour les chefs de colonies, la faculté de désigner des curateurs aux biens vacants dans toutes les localités où les besoins du service viendraient à l'exiger.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

*Le ministre des colonies,*

Albert SARRAUT.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 27 janvier 1855 sur l'administration des successions et biens vacants à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion;

Vu le décret du 14 mars 1890 étendant à toutes les colonies françaises, les dispositions du décret du 27 janvier 1855;

Vu le décret du 5 mai 1920 modifiant celui du 14 mars 1890;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 2 du décret du 14 mars 1890, modifié par l'article 2 du décret du 5 mai 1920, est complété ainsi qu'il suit :

« Les fonctions de curateur d'office sont remplies dans chaque arrondissement judiciaire par un ou plusieurs receveurs de l'enregistrement, désignés par le gouverneur général ou le gouverneur ».

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 18 mars 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies.*

Albert SARRAUT.

**Passage des familles**

LE MINISTRE DES COLONIES,

*CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE du 5 avril 1933 à Messieurs les gouverneurs généraux de l'Indochine, de l'Afrique occidentale française, de Madagascar et de l'Afrique équatoriale française, les gouverneurs des colonies, les commissaires de la République au Togo et au Cameroun, l'administrateur des Îles Saint-Pierre et Miquelon.*

Une circulaire d'un de mes prédécesseurs, en date du 2 février 1928 a fixé les conditions dans lesquelles les familles des fonctionnaires pouvaient être autori-

sées à rejoindre leur chef dans nos possessions d'outre-mer. Cette autorisation ne peut être accordée qu'à condition que le fonctionnaire renonce expressément (et sauf le cas de force majeure démontrée) à son droit de faire rapatrier les siens par anticipation, pendant un délai égal à la moitié du séjour réglementaire auquel il est lui-même tenu.

Il m'a été signalé que ces prescriptions n'étaient pas toujours observées.

Par ailleurs, il a également été constaté que des familles de fonctionnaires, autorisés à accompagner leur chef à la colonie, usaient de leur droit de retour en France après avoir passé seulement quelques mois, voire quelques semaines, dans ladite colonie.

Il est indéniable qu'au moment où le département et les gouvernements généraux et locaux s'efforcent, par tous les moyens en leur pouvoir, de réaliser une réduction des charges incombant aux budgets, de pareils errements concourant, au contraire, à alourdir les dépenses de transport de personnel; ils ne sauraient, pour cette raison, être toléré plus longtemps.

Je vous serais, en conséquence, très obligé de prendre toutes dispositions utiles pour n'autoriser, désormais, aux frais de l'administration le retour des membres d'une famille de fonctionnaire s'ils n'ont pas accompli la moitié du séjour réglementaire que si l'état de santé de l'un d'eux, dûment constaté par la commission locale de rapatriement rend nécessaire son embarquement immédiat conformément aux dispositions de la circulaire du 2 février 1928. Dans ce dernier cas, il est bien entendu que les autres membres de la famille (mère ou enfants) seraient également autorisés à rentrer en France, s'ils en manifestent le désir.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire.

SARRAUT.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Droits de sortie

*ARRETE N° 177 modifiant les droits à la sortie du territoire du Togo placé sous le mandat de la France.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu le décret du 2 juillet 1928 relatif à l'application de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu l'arrêté du 30 mai 1931 fixant les droits à la sortie du territoire du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve de l'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau annexé à l'arrêté du 30 mai 1931 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

Désignation des Produits		Unités sur lesquelles portent les droits	Quotité des droits	Observations
Animaux vivants	Chevaux, poulains . . .	Valeur	20 %	
	Juments, pouliches . .	—	—	
	Bovidés . . . . .	—	—	
	Moutons, chèvres, porcs.	—	—	
	Volailles, dindons, canards, poulets. . . .	—	—	
	Autres . . . . .	—	—	

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 mars 1933.

R. DE GUISE.

(Approuvé par radiotélégramme ministériel n° 82 du 7 mai 1933).

*ARRETE N° 211 exemptant provisoirement de droits à la sortie le maïs et la farine de manioc.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;



Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu le décret du 2 juillet 1928 relatif à l'application de la loi du 13 avril 1928 susvisée;

Vu l'arrêté du 30 mai 1931 fixant les droits à la sortie du Territoire;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve de l'approbation ministérielle;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont provisoirement exemptés de droits à la sortie du territoire du Togo les produits suivants :

Maïs en grains,  
Farine de maïs,  
Farine de manioc.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 mars 1933.

R. DE GUISE.

(Approuvé par radiotélégramme ministériel n° 82 du 7 mai 1933).

## Taxe sur le chiffre d'affaires

ARRETE N° 192 suspendant provisoirement la perception de la taxe sur le chiffre d'affaires à l'exportation du kapok, du maïs, du manioc, de la farine de manioc et du tapioca.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 21 février 1931 déterminant le taux et les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et instituant une taxe compensatrice; ensemble l'arrêté du 2 mai 1932 le modifiant;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve de l'approbation ministérielle;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La perception de la taxe sur le chiffre d'affaires est provisoirement suspendue à l'exportation des produits ci-dessous énumérés :

Kapok,  
Maïs,  
Farine de maïs,  
Manioc brut ou desséché,  
Farine de manioc,  
Tapioca.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 mars 1933.

R. DE GUISE.

(Approuvé par télégramme ministériel n° 82 en date du 7 mai 1933).

## Droit de statistique

ARRETE N° 212 complétant l'arrêté du 31 décembre 1932 établissant dans le territoire du Togo un droit de statistique sur les marchandises et animaux vivants à l'entrée et à la sortie.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 74 du décret du 30 décembre 1912 relatif au régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1932 établissant un droit de statistique sur les marchandises et animaux vivants à l'entrée et à la sortie;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve de l'approbation ministérielle;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 31 décembre 1932 susvisé est ainsi complété :

1 franc par tonne métrique quel que soit le mode d'emballage pour les graines oléagineuses, les sels, les sables, les pierres, terres et minéraux bruts, les tourteaux, le maïs, le manioc, les farines de maïs et de manioc et le tapioca.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 mars 1933.

R. DE GUISE.

(Approuvé par télégramme ministériel n° 82 en date du 7 mai 1933).

## Rôles supplémentaires

PAR ARRÊTÉ DU 28 AVRIL 1933 :

Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1933 détaillés ci-après :

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION		MONTANT
		<b>Impôt sur la Population flottante</b>		
114	Sokodé Subdivision de Bassari	—	—	2.500,00
115	Klouto	—	—	4.200,00
		<b>Patentes</b>		
		Principal	Centimes additionnels	
116	Mango	630	220,50	850,50
117	Klouto	5.800	2.030,00	7.830,00
118	Sokodé	30	10,50	40,50
119	Anécho	1.200	420,00	1.620,00
		<b>Licences</b>		
120	Anécho	900	450,00	1.350,00
		<b>Véhicules</b>		
121	Sokodé Subdivision de Bassari	60	18,00	78,00
122	Mango	40	12,00	52,00
123	Anécho	800	240,00	1.040,00
124	Anécho	80	24,00	104,00
125	Klouto	10.100	3.030,00	13.130,00
		<b>Taxe sur armes perfectionnées</b>		
126	Anécho	—	—	100,00

La date de mise en recouvrement est fixée au 1<sup>er</sup> mai 1933.

#### Membres indigènes du conseil d'administration

*ARRETE N° 258 portant prorogation des mandats des membres indigènes du conseil d'administration.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 6 mars 1923 réorganisant le conseil d'administration du Togo;

Vu l'arrêté du 20 mai 1931 portant nominations des membres du conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont prorogés jusqu'au 28 mai 1933, les mandats des membres indigènes du conseil d'administration dont les noms suivent :

M.M. OLYMPIO Octaviano, membre titulaire,  
Robert BAETA, membre titulaire,  
DE SOUZA Augustin, membre suppléant.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 avril 1933.

R. DE GUISE.

#### Allocations en faveur des chefs indigènes

*ARRETE N° 260.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué, en faveur des chefs indigènes, des allocations destinées à rémunérer les services d'ordre administratif qui leur sont demandés.

ART. 2. — Le nombre et le montant de ces allocations ainsi que les noms des bénéficiaires sont fixés au début de chaque année par arrêté du Commissaire de la République, pris en conseil d'administration, sur la proposition des commandants de cercle. Elles sont payées en une seule fois.

ART. 3. — Les propositions d'allocations faites par les commandants de cercle doivent être proportionnées aux services rendus par les chefs pendant l'année écoulée. Elles doivent être accompagnées de fiches indiquant avec précision, pour chaque bénéficiaire, l'appréciation du commandant de cercle.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1<sup>er</sup> mai 1933.

R. DE GUISE.

#### Recettes attribuée à la commune-mixte de Lomé

*ARRETE N° 261 portant modification à l'arrêté N° 579 du 20 novembre 1932 autorisant la commune-mixte de Lomé à s'imposer et lui attribuant certaines recettes.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes-mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes du Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune-mixte de Lomé;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 autorisant la commune-mixte de Lomé à s'imposer et lui attribuant certaines recettes;

Le conseil d'administration entendu;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 2 de l'arrêté n° 579 du 20 novembre 1932 est modifié ainsi qu'il suit :

§ 1<sup>er</sup> (nouveau) : Quatre cinquième du produit de :  
La taxe fixe de l'impôt personnel,  
L'impôt sur la population flottante,  
L'impôt des patentes et licences,  
La taxe sur les véhicules.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1<sup>er</sup> mai 1933.

R. DE GUISE.

#### Produits pharmaceutiques

*ARRETE N° 262 portant fixation des tarifs de cession aux services et aux particuliers des médicaments et pansements délivrés par les pharmacies du service local du Togo.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 11 août 1921 réglementant le fonctionnement des services médicaux du Togo, ensemble les arrêtés des 19 janvier 1923, 19 août 1924, 12 avril, 29 avril et 12 décembre 1927, qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté du 5 janvier 1928 fixant les tarifs de cession des médicaments et pansements, modifié par arrêté du 14 septembre 1929;

Vu le règlement sur le fonctionnement des services médicaux aux colonies (notice n° 3) du 2 août 1912;

Sur la proposition du chef du service de santé;

Le conseil d'administration entendu;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les médicaments et pansements délivrés à titre de cessions remboursables par les pharmacies du service local sont tarifés :

1<sup>o</sup> — Pour les cercles et services, quelle que soit la nature des articles : au prix de revient figurant au grand livre de la pharmacie d'approvisionnement;

2<sup>o</sup> — Pour les particuliers et agents de l'administration : au prix de revient ci-dessus mentionné, majoré de 50 % pour le matériel pharmaceutique et médico-chirurgical et de 25 % pour tous les autres articles, sauf les spécialités dont le prix de vente est imposé qui sont exemptes de toute majoration.

Toutefois sont perçus forfaitairement :

0f,50 par unité pour les potions autres que celles contenant des iodures, des sels de quinine et du stovarsol;

0f,20 par 10 grammes pour les pommades autres que celles contenant des sels d'argent, de l'iode ou des stupéfiants;

0f,40 par cachet ne contenant pas d'antipyrine, de sels de quinine ou des barbituriques.

ART. 2. — Il sera perçu en sus des tarifs fixés au paragraphe 2 ci-dessus : un droit fixe de 1 franc :

a) Pour chaque préparation de potions, lotions, mixtures, collyres, pommades, poudres composées;

b) Par confection de 50 ou fractions de 50 cachets ou pilules;

c) Par confection de 12 ou fractions de 12 ovules ou suppositoires.

ART. 3. — Les cessionnaires ont la faculté de fournir eux-mêmes les contenants, mais ceux-ci, pour être utilisés, doivent être présentés en parfait état de propreté et convenir à leur destination. Dans le cas contraire, les contenants sont fournis par la pharmacie et décomptés à part.



ART. 4. — Ne sont délivrées que si elles font partie d'un mélange ou d'une prescription composée, les substances suivantes : alcool, axonge, café, cire, huiles d'olive, d'arachides ou d'amandes douces, huiles volatiles diverses (essences), sirop simple, sirop d'écorces d'oranges amères, sirop de limon, sirop tartrique, sucré, vins rouge et blanc, vin de banyuls, tafia, rhum.

Le vin de quinquina en nature, les eaux minérales et eaux de seltz, les tisanes préparées, les jus de viandes ou bouillons ne peuvent être l'objet de cessions aux particuliers.

ART. 5. — Est autorisée la cession gratuite des médicaments à l'orphélinat des métisses, au personnel indigène et européen de cet établissement, ainsi qu'aux missionnaires.

Peut être autorisée par décision du Commissaire de la République la cession gratuite de produits pharmaceutiques aux dispensaires privés d'assistance médicale indigène.

ART. 6. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté, notamment, les arrêtés sus-visés des 5 janvier 1928 et 14 septembre 1929.

ART. 7. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1<sup>er</sup> mai 1933.

R. DE GUISE.

#### Caisse de réserve

*ARRETE N° 264 autorisant un prélèvement ordinaire sur la caisse de réserve.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, spécialement en son article 262;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Un prélèvement de quatre millions (4.000.000) de francs sera effectué sur l'avoir de la caisse de réserve du Territoire pour faire face à une insuffisance momentanée des recettes du budget local.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié, et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 1<sup>er</sup> mai 1933.

R. DE GUISE.

#### Budget local

*ARRETE N° 272 créant de nouvelles rubriques au budget local du territoire du Togo de l'exercice 1933, ouvrant les crédits supplémentaires à y affecter et les voies et moyens permettant de faire face à leur ouverture.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies spécialement en ses articles 69 et 81;

Vu l'arrêté 660 du 30 décembre 1932 rendant provisoirement exécutoires les budgets du Togo pour l'exercice 1933;

Vu le radiotélégramme n° 72 du 29 avril 1933 autorisant le paiement de certains dégâts;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Un prélèvement exceptionnel de quatre vingt mille francs (80.000 francs) sera effectué sur la caisse de réserve du Territoire pour faire face aux dépenses occasionnées par le paiement du montant des dégâts résultant des événements des 24 et 25 janvier 1933.

ART. 2. — Il est ouvert au budget local, exercice 1933 — Chapitre XX — dépenses extraordinaires, la rubrique nouvelle suivante — Article 9 — Paiement du montant des dégâts occasionnés par les événements des 24 et 25 janvier 1933.

Cette rubrique sera dotée d'un crédit de 80.000 frs. gagé par le prélèvement susvisé sur la caisse de réserve.

ART. 3. — Le présent arrêté qui sera provisoirement exécutoire sous réserve d'approbation ultérieure par décret sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 1<sup>er</sup> mai 1933.

R. DE GUISE.

#### Primes aux exportations

*ARRETE N° 267 réglementant l'attribution des primes aux exportations de manioc, de féculé de manioc et de tapioca.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 31 mars 1931 tendant à assurer la sauvegarde de la production de manioc dans les colonies, pays de protectorat ou territoires sous mandat français;

Vu le décret du 31 mai 1931 réglementant les conditions d'application de la loi du 31 mars 1931 susvisée promulguée par l'arrêté n° 383 du 3 juillet 1931;

Le conseil d'administration entendu;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La prime aux exportations de manioc, de féculé de manioc et de tapioca prévue à l'article 4 du décret du 31 mai 1931 susvisé est payée sur un compte spécial ouvert dans les écritures du trésorier-payeur du Togo.

ART. 2. — La prime est mandatée à la demande des intéressés et sur présentation d'un certificat délivré par le service des douanes constatant que les exportations ont bien été faites. Ces certificats seront annulés et joints aux mandats de paiement.

ART. 3. — Les commandants des cercles donneront toute la publicité nécessaire aux dispositions du présent arrêté afin de permettre aux producteurs de tenir compte dans leur prix de vente de la valorisation du produit du fait de la prime à l'exportation.

Au cas où il serait constaté que le producteur ne bénéficie pas d'une majoration des prix de vente à l'intermédiaire en rapport avec le taux des primes payées à l'exportation l'application du présent arrêté pourra être suspendue.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1<sup>er</sup> mai 1933.

R. DE GUISE.

### Budget spécial

ARRETE N° 268 créant de nouvelles rubriques au budget spécial des grands travaux sur fonds d'emprunt, exercice 1932.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la loi du 22 février 1931 autorisant les gouvernements généraux de l'Afrique occidentale française, de l'Indo-Chine et de Madagascar, les commissariats de la République française au Togo et au Cameroun à contracter des emprunts formant ensemble trois milliards neuf cent millions de francs, promulguée au Togo le 29 août 1931;

Vu le décret du 8 mai 1931 portant création des budgets spéciaux d'emprunt en Afrique occidentale, en Indochine, à Madagascar, en Nouvelle-Calédonie, au Togo et au Cameroun promulgué au Togo le 30 mai 1931;

Vu le décret du 18 avril 1931 autorisant le commissariat de la République française au Togo à réaliser une première tranche de 27.000.000 de francs sur l'emprunt autorisé par la loi du 22 février 1931;

Vu la convention intervenue le 20 avril 1931 avec certains établissements bancaires pour la réalisation de cette première tranche et spécialement le deuxième alinéa de l'article 7 de la dite convention fixant le montant des commissions, publicités confection de titres allouées aux banques;

Vu le décret du 26 juillet 1932 portant approbation du budget spécial des grands travaux et dépenses sur fonds d'emprunt, exercice 1932, promulgué au Togo le 7 septembre 1932;

Vu le décret du 8 août 1932 autorisant le commissariat de la République au Togo à réaliser une deuxième tranche de 38.800.000 francs sur l'emprunt de 73 millions prévu par la loi du 22 février 1931, promulgué au Togo le 7 septembre 1932;

Vu la convention intervenue le 5 août 1932 avec certains établissements bancaires pour la réalisation de cette deuxième tranche, spécialement le premier alinéa de l'article 7 et le troisième de l'article 10 fixant respectivement le montant de frais de publicité d'émission et de commission allouées aux banques et le montant des frais de signatures relatifs à cette réalisation;

Vu la lettre 5.613/19 en date du 10 décembre 1932 de la direction de la comptabilité publique au ministère des finances et la lettre n° 9 du 24 mars 1933 de la direction des affaires politiques au ministère des colonies;

Vu l'arrêté 59 du 24 janvier portant dotation supplémentaire au budget d'emprunt, exercice 1932;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté 51 pris en séance du conseil d'administration le 24 janvier 1933 est et demeure rapporté.

ART. 2. — L'arrêté 59 pris en séance du conseil le 24 janvier 1933 est modifié comme suit en son premier alinéa de l'article deuxième.

au lieu de :

« Le budget spécial sur fonds d'emprunt exercice 1932 est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 51.113.960 francs 58 au lieu de 41.571.665 francs 40.

lire :

« Le budget spécial sur fonds d'emprunt, exercice 1932 est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 49.538.295 francs 18 (quarante neuf millions cinq cent trente huit mille deux cent quatre vingt quinze frs dix huit centimes) au lieu de 39.996.000 (trente neuf millions neuf cent quatre vingt seize mille francs).

ART. 3. — Le budget spécial des fonds d'emprunt, exercice 1933 est modifié comme suit :

En recettes — Titre III — Contrevaleur des dépenses afférentes aux réalisations de l'emprunt autorisé par la loi du 22 février 1931.

Chapitre VII — Contrevaleur des dépenses afférentes aux réalisations de l'emprunt autorisé par la loi du 22 février 1931 concernant les deux premières tranches.

Article premier — Paragraphe 1 — Frais d'émission, de commissions et de publicité allouées aux banques à l'occasion de la réalisation de la première

tranche de 27 millions autorisée par décret du 18 avril 1931 . . . . . 1.031.292 frs. 00

Paragraphe 2 — Frais d'émission de commission et de publicité allouées aux banques à l'occasion de la réalisation d'une deuxième tranche de 38.800.000 francs autorisée par le décret du 2 août 1932 . . . . . 1.575.665 frs. 40

Paragraphe 3 — Prélèvement au compte-chef du montant des frais de signature afférents à la 2<sup>e</sup> tranche de l'emprunt . . . . . 4.430 frs. 55

Total du Chap. VII (Recettes) . . . . . 2.611.387 frs. 95

*En dépenses* — Titre III — Dépenses résultant de la réalisation de l'emprunt.

Chapitre XVI — Dépenses résultant de la réalisation de l'emprunt concernant les deux premières tranches.

Paragraphe 1 — Frais d'émission, commission etc. 1<sup>re</sup> tranche . . . . . 1.031.292 frs. 00

Paragraphe 2 — Frais d'émission, commission etc. 2<sup>e</sup> tranche . . . . . 1.575.665 frs. 40

Paragraphe 3 — Frais de signature afférents 2<sup>e</sup> tranche . . . . . 4.430 frs. 55  
2.611.387 frs. 95

ART. 4. — Le budget spécial des fonds d'emprunt, exercice 1932 est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 52.149.683 frs. 13 (cinquante deux millions cent quarante neuf mille six cent quatre vingt trois frs. treize centimes) au lieu de 49.538.295 frs. 18 (quarante neuf millions cinq cent trente huit mille deux cent quatre vingt quinze frs. dix huit centimes).

ART. 5. — Le présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera est rendu immédiatement exécutoire sous réserve d'approbation ultérieure par décret.

Lomé, le 1<sup>er</sup> mai 1933.

R. DE GUISE.

#### Examens de radiologie

ARRETE N° 269 fixant les tarifs de remboursement pour les examens de radiologie.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 11 août 1921 réglementant le fonctionnement des services médicaux au Togo et les textes modificatifs ultérieurs;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> mai 1933 fixant les tarifs de cession aux services et aux particuliers des médicaments et pansements délivrés par les pharmacies du service local du Togo;

Sur la proposition du chef du service de santé;

Le conseil d'administration entendu;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les examens pratiqués dans le service de radiologie au profit des fonctionnaires et agents civils, militaires et marins, non hospitalisés donnent lieu à un remboursement fixé d'après le tarif suivant:

Radioscopie . . . . . 10 frs. 00

Radioscopie nécessitant l'emploi de sels de baryte ou de bismuth . . . . . 30 frs. 00

Radiographie :

Format 15×18 . . . . . 20 frs. 00

18×24 . . . . . 25 frs. 00

24×30 . . . . . 30 frs. 00

30×40 . . . . . 40 frs. 00

Radiographie dentaire intra-buccale . . . . . 10 frs. 00

ART. 2. — Les tarifs sus-indiqués sont majorés de 25% pour les particuliers non fonctionnaires.

ART. 3. — Après chaque opération, ou séries d'opérations selon le cas, le médecin-traitant établit un « bon » extrait d'un carnet à souche indiquant le nom du malade, son adresse, la nature des soins qui lui ont été donnés; le bon est remis par ce médecin, à l'officier-gestionnaire qui assure le recouvrement de la somme due conformément aux prescriptions de l'article 4 ci-après.

ART. 4. — L'officier-gestionnaire de l'hôpital de Lomé recouvre les sommes dues à l'occasion des examens de radiologie, et dont le montant aura été au préalable constaté contre remise d'un reçu détaché d'un carnet à souche sur le vu du « bon » qui lui aura été remis par le médecin traitant.

ART. 5. — Les recettes, ainsi constatées, sont versées au trésor chaque quinzaine, sur ordres de recettes établis d'après les états certifiés exacts par le médecin-chef de l'hôpital de Lomé; elles sont inscrites au Chapitre I — article 5 — au titre des « produits des cessions et remboursement des frais de traitement des malades » du budget-annexe de la santé publique.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1<sup>er</sup> mai 1933.

R. DE GUISE.

### Cession de la quinine préventive

*ARRETE N° 270 réglementant à nouveau, le mode de cession de la quinine préventive.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 5 janvier 1928 accordant aux fonctionnaires civils et militaires pour eux-mêmes et pour leur famille la délivrance gratuite de la quinine préventive, ensemble l'arrêté du 4 octobre 1932 le rapportant;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> mai 1933 fixant à nouveau des tarifs de cession aux services et aux particuliers des médicaments et pansements délivrés par les pharmacies du service local du Togo;

Sur la proposition du chef du service de santé;

Le conseil d'administration entendu;

### ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires et agents civils, militaires et marins en service au Togo, jouissant d'une solde de présence nette inférieure à 16.000 francs, percevront gratuitement à compter du 1<sup>er</sup> mai 1933, la quinine préventive pour eux et leur famille.

Cette quinine, est délivrée à raison de 0,25 centigrammes de chlorhydrate de quinine par jour et par personne au-dessus de 10 ans, et de 0 gramme 125 par jour et par enfant de 10 et au-dessous.

ART. 2. — La pharmacie du service local pourra délivrer aux fonctionnaires ne bénéficiant pas des dispositions de l'article ci-dessus, la quinine préventive à titre de cession remboursable sans aucune majoration dans les conditions prescrites au 1<sup>er</sup> paragraphe de l'article 1 de l'arrêté susvisé du 1<sup>er</sup> mai 1933. Les quantités ainsi cédées ne devront pas excéder celles fixées au dernier alinéa de l'article ci-dessus.

ART. 3. — Le personnel indigène et européen attaché aux orphelinats de métisses, les élèves de ces établissements et les missionnaires du Territoire auront droit à titre de cession gratuite à la délivrance de la quinine préventive dans les conditions fixées à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1<sup>er</sup> mai 1933.

R. DE GUISE.

### Réduction du taux de certaines indemnités

*ARRETE N° 271 réduisant de 10% le taux de certaines indemnités.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 11 septembre 1920, modifiant le décret du 2 mars 1910, sur la solde et les accessoires de solde;

Vu l'arrêté du 28 janvier 1929, fixant le taux de l'indemnité de chef-lieu;

Vu l'arrêté du 28 janvier 1929 accordant des indemnités de fonctions et diverses indemnités, ensemble tous les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 16 septembre 1929, portant attribution d'une indemnité spéciale exceptionnelle en faveur des payeurs désignés pour servir dans les bureaux de la trésorerie du chef-lieu dans les conditions prévues par l'article 9, paragraphe 2 du décret du 6 août 1921 organisant le personnel des trésoreries coloniales;

Vu l'arrêté du 20 décembre 1929, fixant le taux de l'indemnité forfaitaire de déplacement aux commandants de cercle et chefs de subdivision;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 fixant le taux de l'indemnité spéciale du Togo;

Vu la dépêche ministérielle n° 7002 en date du 15 mars 1933;

En attendant la révision de l'arrêté du 28 janvier 1929 accordant des indemnités de fonctions;

Le conseil d'administration entendu;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont réduites de 10% à compter du 1<sup>er</sup> mai, les indemnités prévues par les arrêtés susvisés des :

1° — 28 janvier 1929 fixant le taux de l'indemnité de chef-lieu;

2° — 28 janvier 1929 et tous actes subséquents qui l'ont modifié, accordant des indemnités de fonctions et diverses indemnités au personnel civil et militaire en service au Togo, à l'exception des indemnités de responsabilité, de frais de bureau et d'éclairage;

3° — 16 septembre 1929 portant attribution d'une indemnité spéciale exceptionnelle en faveur des payeurs désignés pour servir dans les bureaux de la trésorerie du chef-lieu;

4° — 20 décembre 1929 fixant le taux de l'indemnité forfaitaire de déplacement aux commandants de cercle, adjoints et chefs de subdivision;

5° — 20 novembre 1932 fixant le taux de l'indemnité spéciale du Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1<sup>er</sup> mai 1933.

R. DE GUISE.

### Modifications des tarifs du chemin de fer et du wharf

*ARRETE N° 276 modifiant les tarifs du chemin de fer.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929, homologué par décision ministérielle n° 3514 du 28 octobre 1931;

Vu la situation économique du moment;



Vu le procès-verbal en date du 7 avril 1933 de la sixième séance du conseil consultatif du chemin de fer;

Sur la proposition du chef des services du chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier des tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises est modifié de la façon suivante :

« Les prix à percevoir pour le transport des voyageurs sont fonction de la distance kilométrique et fixés d'après les bases suivantes :

« 1<sup>re</sup> classe . . . . . 0,50  
« 2<sup>e</sup> classe . . . . . 0,30  
« 3<sup>e</sup> classe . . . . . 0,15

par voyageur et par kilomètre.

« Il est délivré des billets de toute gare à toute gare ».

ART. 2. — L'article 2 des tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises est modifié de la façon suivante :

« Les excédents de bagages sont taxés sans distinction au prix de 2 francs par tonne et par kilomètre avec minimum de perception de 1 franc quels que soient la distance et le poids ».

ART. 3. — Le chef du service du chemin de fer et du wharf est chargé de l'exécution du présent arrêté qui aura son effet à compter du 1<sup>er</sup> mai 1933.

Lomé, le 1<sup>er</sup> mai 1933.

R. DE GUISE.

### ARRETE N° 277 portant modifications aux tarifs du chemin de fer.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 relatif aux tarifs du chemin de fer pour le transport des voyageurs et marchandises;

Vu la situation économique du moment;

Vu le procès-verbal en date du 29 mars 1933 de la cinquième séance du conseil consultatif du chemin de fer;

Sur la proposition du chef des services du chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tarif spécial P. V. n° 13 — article 145 des tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises est modifié comme suit :

Tarif spécial provisoire P. V. n° 13 bis — article 145 bis — Tissus et textiles.

### Kapok en balles pressées.

Prix par tonne et par kilomètre.

PARCOURS	BARÈME
De 0 à 120 kilomètres . . . . .	0,70
Au-dessus de 120 kilomètres . . . . .	0,50

Conditions d'application. — Le présent tarif sera applicable aux expéditions par wagon complet :

De 10 tonnes payant pour un poids minimum de . . . . . 3 T, 500

De 6 tonnes payant pour un poids minimum de . . . . . 2 T, 600

Tarif provisoire spécial P. V. n° 13 ter — article 145 ter — Tissus et textiles.

### Kapok brut.

Prix par tonne et par kilomètre.

PARCOURS	BARÈME
De 0 à 120 kilomètres . . . . .	0,40
Au-dessus de 120 kilomètres . . . . .	0,38

Conditions d'application. — Le présent tarif sera applicable aux expéditions par wagon complet :

De 10 tonnes payant pour un poids minimum de . . . . . 3 T, 5

De 6 tonnes payant pour un poids minimum de . . . . . 2 T, 6

ART. 2. — Les graines de kapok seront assimilées, au point de vue de la taxe à appliquer pour le transport par wagon complet aux graines de coton — (Tarif spécial P. V. n° 6 — Barème S).

ART. 3. — Le chef des services du chemin de fer et du wharf est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> mai 1933.

Lomé, le 1<sup>er</sup> mai 1933.

R. DE GUISE.

### ARRETE N° 278 portant modifications aux tarifs du chemin de fer et du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929, homologué par décision ministérielle n° 3514 du 28 octobre 1931;

Vu la situation économique du moment;



Vu le procès-verbal en date du 8 avril 1933 de la septième séance du conseil consultatif du chemin de fer;

Sur la proposition du chef des services du chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 138 des tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises (tarif spécial P. V. n° 6) est complété comme suit :

« Art. 138 bis. — Maïs, manioc, farine de manioc « destinés à l'exportation.

« Prix par tonne et par kilomètre :

« De 0 à 60 kilomètres . . . . . 0 fr., 40

« De 60 à 120 kilomètres . . . . . 0 fr., 30

« Au-dessus de 120 kilomètres . . . . . 0 fr., 20 »

Conditions d'application. — Le présent tarif sera applicable aux expéditions par wagon complet de 10 tonnes, ou payant pour ce poids, expédiées par des commerçants possédant la patente d'exportation.

ART. 2. — L'article 34 des tarifs du wharf est complété comme suit :

« Art. 34 ter. — Le maïs, le manioc et la farine de « manioc sont taxés à 20 francs la tonne, par fraction « indivisible d'une tonne ».

ART. 3. — Le chef du service du chemin de fer et du wharf est chargé de l'exécution du présent arrêté qui aura son effet à compter du 1<sup>er</sup> mai 1933.

Lomé, le 1<sup>er</sup> mai 1933.

R. DE GUISE.

### ARRETE N° 279 portant modifications aux tarifs du chemin de fer et du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 relatif à l'application des tarifs du chemin de fer et du wharf;

\* Vu la décision ministérielle n° 3514 du 28 octobre 1931 homologuant ces tarifs;

Vu l'arrêté n° 149 du 24 mars 1931 portant modification aux tarifs du chemin de fer;

Vu le procès-verbal en date du 19 avril 1933 de la neuvième séance du conseil consultatif du chemin de fer;

Sur la proposition du chef de service du chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 144 du tarif du chemin de fer pour le transport des voyageurs et des marchandises est modifié ainsi que suit :

#### Huile de palme.

De 0 à 60 kilomètres . . . . . 0 fr., 35

De 60 à 120 kilomètres . . . . . 0 fr., 25

Au-dessus de 120 kilomètres . . . . . 0 fr., 15

ART. 2. — Les tarifs du chemin de fer pour le transport des voyageurs et des marchandises sont complétés ainsi que suit :

#### TARIF SPÉCIAL P. V. N° 12 BIS.

Art. 144 bis. — Les palmistes expédiés d'Anécho à Lomé par wagon chargé à 6 tonnes ou payant au minimum pour ce poids sont transportés au prix forfaitaire de 21 francs par tonne, frais accessoires compris.

ART. 3. — L'article 34 bis des tarifs du wharf de Lomé pour le transport des coques de palmistes et du charbon de coques de palmistes et de cocos est applicable à l'huile de palme.

ART. 4. — Le chef du service du chemin de fer et du wharf est chargé de l'exécution du présent arrêté qui aura son effet à compter du 1<sup>er</sup> mai 1933.

Lomé, le 1<sup>er</sup> mai 1933.

R. DE GUISE.

#### Rôles primitifs

PAR ARRÊTÉ DU 3 MAI 1933 :

Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs afférents à l'exercice 1933 détaillés ci-après :

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION	MONTANT
127	Sokodé	Impôt personnel et taxe additionnelle (Revenus supérieurs à 10.000,00) . . . . .	9.505,44
128	Sokodé	Taxe d'hygiène (Revenus supérieurs à 10.000,00) . . . . .	2.300,00
129	Sokodé	Taxe d'assistance médicale indigène (Revenus supérieurs à 10.000,00) . . . . .	600,00

La date de mise en recouvrement est fixée au 10 mai 1933.

**Régime de danger imminent**

**ARRETE N° 283 plaçant le cercle de Lomé sous le régime du danger imminent.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu l'arrêté 413, en date du 3 août 1932 fixant les mesures destinées à prévenir ou à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Togo;

Vu le télégramme officiel en date du 4 mai 1933 du gouverneur de la Gold-Coast, signalant un cas de fièvre jaune à Keta;

Sur la proposition du chef du service de santé;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Le cercle de Lomé est placé sous le régime du danger imminent. Toutefois, en application des dispositions de l'article 11 de l'arrêté du 3 août 1932, le passeport sanitaire ne sera pas exigé pour les déplacements à l'intérieur du Territoire.

**ART. 2.** — La circulation des véhicules automobiles entre Lomé et Keta, ainsi que l'entrée sur le Territoire des véhicules automobiles en provenance de Keta est interdite jusqu'à nouvel ordre.

**ART. 3.** — Toute personne en provenance de la région de Keta devra être soumise pendant six jours consécutifs à une visite médicale. Si elle ne peut justifier d'un domicile fixe, elle sera d'office dirigée sur le Lazaret de Lomé et hospitalisée pendant six jours.

**ART. 4.** — Le commandant du cercle de Lomé et le chef du service de santé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 4 mai 1933.

R. DE GUISE.

**Mise en observation sanitaire.**

**ARRETE N° 284 mettant en observation sanitaire les navires en provenance de Keta.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire aux colonies;

Vu le télégramme en date du 4 mai 1933 du gouverneur de la Gold-Coast notifiant l'existence d'un cas de fièvre jaune dans le district de Keta;

Sur la proposition du chef du service de santé, directeur de la santé au Togo;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Tout navire provenant du port

de Keta sera, jusqu'à nouvel ordre, mis en observation sanitaire à son arrivée dans un port du Togo.

Il sera tenu de mouiller à une distance d'au moins 500 mètres du rivage.

**ART. 2.** — Les passagers européens, ou assimilés au sens de l'arrêté du 3 août 1932 fixant les mesures destinées à prévenir ou à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Togo, débarquant au Togo seront soumis, pendant six jours consécutifs, à une visite sanitaire quotidienne, et devront, dans ce but, se présenter chaque matin au médecin de la subdivision sanitaire du port de débarquement. Dans le cas où, avant l'expiration de cette période de six jours, ils désiraient quitter le port de débarquement pour se rendre dans une autre localité du Territoire, ils devront être munis d'un passeport sanitaire délivré par l'autorité sanitaire du point de départ et qu'ils devront présenter à l'autorité sanitaire du point de destination afin d'achever, sous la surveillance de ce dernier, leur période d'observation de six jours. Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire, ils pourront être mis en observation sous grillage ou sous moustiquaire soit dans un hôpital, soit dans un lazaret, soit à leur domicile.

Les passagers indigènes à destination du Togo seront soumis à une période d'observation de six jours au lazaret du port de débarquement.

La désinfection des bagages des passagers européens ou indigènes débarquant au Togo pourra être éventuellement prescrite et opérée par les soins des autorités sanitaires.

Les marchandises débarquées pourront être également si l'autorité sanitaire le juge utile, être soumises à la désinfection.

**ART. 3.** — Aucun passager européen ou indigène, ne s'arrêtant pas au Togo, ne sera autorisé à descendre à terre.

Il est également interdit au personnel du bord de descendre à terre, à l'exception de l'officier du bord chargé des opérations réglementaires de service à effectuer à terre; celui-ci ne devra séjourner à terre que pendant le temps strictement nécessaire auxdites opérations.

De même il est interdit à tout habitant du Territoire européen ou indigène, n'embarquant pas comme passager, de monter à bord du navire, à l'exception des médecins chargés des opérations de police sanitaire maritime.

**ART. 4.** — Le chef du service de santé, directeur de la santé, le directeur du service des voies de pénétration et du wharf, le chef du service des douanes, et les administrateurs des cercles de Lomé et Anécho sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 4 mai 1933.

R. DE GUISE.

## NOMINATIONS, MUTATIONS ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

### PERSONNEL EUROPÉEN

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### Promotion

###### SANTÉ

Par décret du 21 mars 1933, ont été promus aux grades ci-après, pour prendre rang du 25 mars 1933 :

##### *Au grade de pharmacien commandant :*

2<sup>e</sup> tour (choix), M. LOZACH (Jean-Pierre-Marie), pharmacien capitaine en service hors cadres au Togo, en remplacement de M. RIQUEAU, promu.

#### ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'A. O. F.

##### Rappel pour services militaires

Par arrêté du :

28 mars 1933. — Un rappel d'ancienneté de 4 mois, correspondant à la durée effective de ses services militaires obligatoires est accordé à M. DE GUISE René, adjoint technique de 1<sup>re</sup> classe à titre définitif du cadre auxiliaire des travaux publics.

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

##### Nominations

Par arrêté du :

28 avril 1933. — M. GAUDONVILLE Charles, arrivé à Lomé le 26 avril 1933, est nommé adjoint principal avant 4 ans des services civils du Togo, à compter du 10 avril 1933, veille du jour de son embarquement.

M. GAUDONVILLE conserve dans ce grade l'ancienneté de 2 ans, 7 mois, 21 jours qu'il avait dans le grade de commis principal d'ordre et de comptabilité hors classe à l'administration centrale du ministère des colonies.

Par décisions des :

1<sup>er</sup> mai 1933. — M. Robert DE GUISE, commis stagiaire des services civils de l'A. O. F., est nommé chef de la section du matériel et garde-meubles des logements du personnel des divers services du chef-lieu en remplacement de M. RIBEIL, adjoint des services civils, en instance de départ.

2 mai 1933. — M. ESTASSY, ingénieur adjoint de 1<sup>re</sup> classe du cadre général des travaux publics des colonies est nommé, à titre provisoire, adjoint au chef des services du chemin de fer et du wharf et de construction du chemin de fer central togolais.

La solde et les indemnités de l'intéressé seront supportées par moitié par le budget annexe du chemin de fer et du wharf et par le budget d'emprunt.

##### Affectations

Par décisions des :

24 avril 1933. — M. le capitaine des troupes coloniales CORDIER Edouard, en service hors cadres au Togo, chef du bureau militaire et du secrétariat permanent de la défense du Territoire, prend le commandement des forces de police du Togo, et est chargé du service de l'éducation physique et des sports et des réserves indigènes.

M. le capitaine CORDIER est nommé commandant d'armes de la place de Lomé.

M. ROCCHINI Noël, sergent d'infanterie coloniale est nommé commandant de la section de milice de Sokodé et instructeur d'éducation physique des élèves des écoles stationnées dans le cercle de Sokodé, en remplacement du sergent-chef CEYSSAT affecté à Lomé.

M. ROCCHINI sera chargé, sous l'autorité du commandant de cercle de Sokodé, de la discipline, de l'instruction et de la comptabilité matière du peloton de gardes de ce cercle.

28 avril 1933. — M. GAUDONVILLE, adjoint principal avant 4 ans des services civils, arrivé à Lomé le 26 avril 1933 sur paquebot *Canada*, est affecté au cabinet du Commissaire de la République (bureau du personnel).

M. MILLELIRI, commis des services civils après 18 mois du cadre du Togo est désigné pour remplir les fonctions de chef de bureau de la comptabilité-finances du chemin de fer et du wharf à compter du 25 avril 1933 en remplacement de M. BURCKHART en instance de départ.

29 avril 1933. — M. PIC Joseph, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies, attendu à Lomé le 30 avril 1933 par s/s *Amérique*, est nommé adjoint au commandant de cercle de Sokodé en remplacement de M. ROCHE, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe, en instance de départ en congé.

##### Congés

Par décisions des :

24 avril 1933. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Cruas (Ardèche) est accordé à M. BURNAT qui compte 26 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France lui est en outre délivré sur le paquebot *Touareg*.

29 avril 1933. — Un congé de convalescence de 6 mois est accordé à M. BURCKHART, pour en jouir à Gray (Haute-Saône).

Un passage pour la France lui est en outre délivré en 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> catégorie sur le paquebot *Canada* attendu à Lomé vers le 8 mai 1933, ainsi qu'à sa femme.

2 mai 1933. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Saint-Louis (Sénégal) et à Bordeaux est accordé à M. DE COUTURES, qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme sur le paquebot *Foucauld* attendu à Lomé vers le 29 mai 1933 1<sup>re</sup> classe 1<sup>re</sup> catégorie B.

Un congé administratif de 7 mois pour en jouir à Thierville sur Meurthe (Mthe et Melle) est accordé à M. JALLAIS, qui compte 29 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France lui est en outre délivré sur le paquebot *Foucauld* attendu à Lomé vers le 29 mai 1933, 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> catégorie.

5 mai 1933. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Paris (38, rue de Grenelle) est accordé à M. AUBER Marc, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage en 1<sup>re</sup> classe 1<sup>re</sup> catégorie B. lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et trois enfants âgés de 7, 5 ans et 8 mois sur le paquebot *Madonna* attendu à Lomé vers le 5 juin 1933.

Un congé de fin de contrat de 6 mois est accordé à M. PICQUENOT, André, Henri, agent contractuel d'agriculture (art. 5, 1<sup>er</sup> du contrat du 9 décembre 1931).

Un passage en 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> catégorie, lui est en outre délivré pour se rendre de Lomé à Marseille, sur le paquebot *Madonna* attendu à Lomé vers le 5 juin 1933.

#### Passages

Par décisions des :

5 mai 1933. — Une réquisition de passage de retour par anticipation en 2<sup>e</sup> classe de Lomé à Bordeaux sur le paquebot *Asie* attendu à Lomé vers le 13 juin 1933 est accordée à M<sup>me</sup> BURLURAUX et ses trois enfants âgés respectivement de 11, 10 et 2 ans, famille d'un adjoint principal des services civils.

Une réquisition de passage de retour par anticipation, en 2<sup>e</sup> classe sur le paquebot *Madonna* attendu à Lomé vers le 5 juin 1933, est accordée à M<sup>me</sup> MENEAU et son enfant âgé de sept ans, famille d'un commis des services civils.

Une réquisition de passage de retour (3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> catégorie) de Lomé à Marseille, est accordée à M. CALAIS Pierre, sergent-chef du génie, chef du secrétariat du chemin de fer et du wharf sur le paquebot *Madonna* devant toucher Lomé vers le 5 juin 1933.

#### Ordonnateur délégué

Par arrêté du :

24 avril 1933. — M. MOAL, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau des services financiers, signera par délégation du Commissaire de la République, ordonnateur des budgets du Togo les pièces de recettes et de dépenses, et toutes pièces comptable du budget local, du budget annexe de la santé publique et de l'assistance médicale, du budget annexe sur fonds d'emprunt.

#### Surveillance d'études

Par décision du :

29 avril 1933. — M. PALLARES, instituteur ordinaire du cadre supérieur du Togo, est chargé de surveillance d'études au cours complémentaire.

#### Constatations d'infractions

Par décision du :

5 mai 1933. — M. LE CURIEUX, agent sanitaire, est habilité à constater les infractions à la réglementation sur l'hygiène et la salubrité publiques.

Préalablement à toute constatation il prêterait serment devant le tribunal de première instance de Lomé.

#### Indemnités

Par décisions des :

1<sup>er</sup> mai 1933. — Le bénéfice des dispositions de l'arrêté n° 672 du 4 décembre 1931 est étendu à M. ARTAXE Albert, agent comptable contractuel, comptable-gestionnaire du magasin des travaux neufs et fréquemment appelé à se déplacer pour les besoins du service.

5 mai 1933. — Le capitaine CORDIER, commandant des forces de police, est autorisé à utiliser sa voiture automobile pour les besoins du service.

Le capitaine CORDIER, propriétaire d'une voiture automobile de 17 CV. aura droit pour compter du 27 avril à une indemnité de 1 fr. 20 par kilomètre parcouru, conformément aux dispositions prévues dans l'arrêté n° 606 du 28 octobre 1931.

En raison des fonctions particulières de l'intéressé, il percevra une indemnité forfaitaire mensuelle de 250 francs pour ses déplacements à l'intérieur du périmètre urbain de Lomé.

#### Félicitations officielles

Par décision du :

5 mai 1933. — Des félicitations officielles sont accordées à :

SIRO, instituteur, directeur de l'école régionale d'Anécho, a obtenu d'excellents résultats dans la pratique d'E.P. en particulier par les groupes féminins qui avec ceux de la mission catholique d'Anécho viennent en tête du Territoire avec l'obtention de certificats.



THOMAS, instituteur, s'est toujours occupé avec compétence et activité des questions d'E.P. dans les différents postes qui lui ont été confiés.

Pendant le stage 1932 a été adjoint au directeur pour lequel il a été un précieux collaborateur.

MATHIEU, instituteur, directeur de l'école régionale de Paluiné. S'est particulièrement signalé dans l'organisation et l'aménagement des terrains d'E.P. des écoles officielles du cercle de Klouto et a obtenu d'excellents résultats dans la préparation des candidats aux certificats d'E.P. élémentaire et secondaire.

#### Lettre de Félicitations Officielles

« Le capitaine SERGENT rentre en France le 23 avril 1933 après avoir assuré pendant plus de six ans le commandement des forces de police du Togo et dirigé le service de l'éducation physique.

« Dans ces fonctions le capitaine SERGENT a donné la pleine mesure des brillantes qualités dont il a fait preuve au cours de toute sa carrière et d'une activité inlassable.

« Excellent organisateur, instructeur et éducateur, il a su communiquer à son personnel sa foi dans l'éducation physique et a eu la satisfaction avant son départ de voir ses efforts couronnés de succès.

« Ses brillantes qualités, sa droiture et son passé ont fait inscrire le capitaine SERGENT au tableau d'avancement pour le grade de chef de bataillon et au tableau pour la croix d'officier de la Légion d'Honneur.

« A ces hautes distinctions, je me fais un devoir d'ajouter mes remerciements personnels pour les services qu'il a rendus au Territoire.

« Je lui souhaite de voir sa carrière se poursuivre brillamment et je tiens à l'assurer de ma particulière estime.

R. DE GUISE.

#### Commission d'examen

Par décision du :

5 mai 1933. — M. VEUILLET Camille, chef de district principal du cadre local du chemin de fer du Togo est autorisé à subir les épreuves de l'examen professionnel imposé aux chefs de district principaux pour passer au grade de chef de section.

M. VEUILLET subira les épreuves prévues à l'arrêté du 31 janvier 1931 dans l'ordre suivant :

- 1° — Langue française. Le 15 mai de 9 à 12 heures.
- 2° — Droit administratif et règlement. Le 16 mai de 9 à 11 heures.
- 3° — Arithmétique. Le 17 mai de 9 à 10 heures.
- 4° — Algèbre. Le 17 mai de 10 à 12 heures.
- 5° — Géométrie pure et géométrie cotée. Le 18 mai de 9 à 12 heures.

Dans le but de réduire la durée des examens, les épreuves ci-dessous énumérées seront cotées d'après les travaux de même genre déjà exécutés par l'intéressé :

- Epreuve pratique des instruments de lever,
- Projet d'ouvrage d'art,
- Projet de tracé d'embranchement ou de déviation.

La composition de la commission d'examen chargée d'établir la liste des sujets de composition à soumettre au choix du Commissaire de la République et de la correction des épreuves est fixée ainsi que suit :

M.M. BILLET, capitaine du génie, chef du service du chemin de fer et du wharf	<i>Président</i>
MOURAGUES, chef du bureau du personnel,	<i>Membres</i>
GARNIER, ingénieur-adjoint des travaux publics,	

La composition de la commission chargée de la surveillance des épreuves est fixée ainsi que suit :

M.M. BILLET, capitaine du génie, chef du service du chemin de fer et du wharf	<i>Président</i>
LELONG, administrateur-adjoint des colonies,	<i>Membres</i>
ESTASSY, ingénieur-adjoint des travaux publics,	

#### PERSONNEL INDIGÈNE

##### Nominations

Par arrêté du :

22 avril 1933. — Sont nommés inspecteurs-auxiliaires de police stagiaires :

AKPOKLI Charles,  
FUMEY Gabriel,  
COMLAN Paulin,  
COMLAN Georges.

##### Titularisations

Par arrêté du :

1<sup>er</sup> mai 1933. — Le commis-expéditionnaire auxiliaire (2<sup>e</sup> échelon) AMOUSSOU Romuald est titularisé dans son emploi, en qualité de commis-expéditionnaire de 8<sup>e</sup> classe, pour compter du 15 avril 1933.

##### Reprise de fonctions

Par décision du :

2 mai 1933. — Est et demeure rapportée à compter du 1<sup>er</sup> mai 1933 la décision n° 111 du 10 février 1933 suspendant de ses fonctions le moniteur de 5<sup>e</sup> classe AMOUSSOU Pierre.

Le moniteur de 5<sup>e</sup> classe AMOUSSOU Pierre est affecté à l'école régionale de Sokodé, en remplacement du moniteur de 3<sup>e</sup> classe AGBODJAN Joseph qui recevra ultérieurement une autre affectation.

##### Affectations

Par décisions des :

28 avril 1933. — Les inspecteurs auxiliaires de police stagiaires, ci-dessous désignés, reçoivent les affectations suivantes :

AKPOKLI Charles FOLIVI, service de police et de sûreté.  
COMLAN Paulin KOUTIN, service de police et de sûreté.  
FUMEY Gabriel EDOUE, commissariat de police de Lomé (poste d'Amoutivé).  
COMLAN Georges KOUAKOU, commissariat de police de Lomé (poste central).



L'infirmier de 5<sup>e</sup> classe AMONI Félix est affecté à Kasséna (cercle de Sokodé).

29 avril 1933. — L'infirmier-vétérinaire contractuel FODE SANGARE est affecté à Kasséna (cercle de Sokodé).

5 mai 1933. — Le commis-expéditionnaire de 6<sup>e</sup> classe PRO Bernard, est mis à la disposition de l'administrateur en chef commandant le cercle de Sokodé.

L'aide-médecin de 6<sup>e</sup> classe KAGNI Lucien en service à l'hôpital de Lomé, est affecté à Pagala (travaux neufs) durant le congé de l'aide-médecin Patrice DE SOUZA.

Le vétérinaire auxiliaire contractuel FODE SANGARE et l'infirmier vétérinaire AMONI Félix, précédemment affectés à Kasséna, sont mis provisoirement à la disposition du chef du service de l'agriculture, pour procéder au recensement des troupeaux administratifs des cercles du sud du Territoire.

#### Mutation

Par décision du :

28 avril 1933. — L'infirmier de 5<sup>e</sup> classe BLAISE MINASSEH détaché du secteur de prophylaxie dans le cercle d'Atakpamé pour le traitement de la trypanosomiase dans les villages d'émigration est remis à la disposition du médecin-commandant, chef du secteur. Il sera mis en route sur Pagouda dès réception de la présente décision.

#### Permissions et congés

Par décisions des :

24 avril 1933. — Un congé de 60 jours avec traitement, du 1<sup>er</sup> mai au 29 juin 1933 inclus, est accordé à l'infirmier major de 4<sup>e</sup> classe FLORENCE SODJI, en service à l'hôpital de Lomé pour en jouir à Sokodé.

27 avril 1933. — Une permission de 15 jours avec traitement du 1<sup>er</sup> au 15 mai 1933 inclus est accordée au garde-frontière de 2<sup>e</sup> classe WILLIAM AGBEMADON, en service à Lomé pour en jouir à Balougbé-Adjomé (cercle d'Anécho).

Un congé de 30 jours pour maladie, avec solde de présence du 22 avril au 21 mai 1933 inclus, est accordé au chef d'équipe de 8<sup>e</sup> classe des travaux publics GBOBOSSOU Augustin pour en jouir au Togo.

Un congé de 30 jours avec traitement du 1<sup>er</sup> au 30 mai 1933 inclus, est accordé à l'ouvrier de 7<sup>e</sup> classe GBEYE SIABI, en service au chemin de fer (wharf) pour en jouir à Anécho.

28 avril 1933. — Un congé de 90 jours avec traitement, du 1<sup>er</sup> mai au 29 juillet 1933 inclus, est accordé au brigadier-planton de 2<sup>e</sup> classe ACHADE Pierrot, en service au cabinet, pour en jouir à Savalou (Dahomey).

Un congé pour maladie de 30 jours avec traitement du 25 avril au 24 mai 1933 inclus, est accordé à M. JOSEPH ATTIOGBÉ AZAKPO, commis-expéditionnaire de 4<sup>e</sup> classe, en service au bureau des services financiers, pour en jouir au Togo.

Un congé pour maladie de 60 jours avec traitement du 25 avril au 23 juin 1933 inclus est accordé au mécanicien conducteur de 5<sup>e</sup> classe NAPPO BOGONOU, en service à Atakpamé pour en jouir à Bassari (cercle de Sokodé).

Un congé de 30 jours avec traitement du 11 mai au 9 juin 1933 inclus, est accordé à l'ouvrier de 4<sup>e</sup> classe AKAKPOVI Louis, en service au chemin de fer (wharf) pour en jouir à Palimé (cercle de Klouto).

3 mai 1933. — Un congé de 60 jours avec traitement du 8 mai au 6 juillet 1933 inclus est accordé à M. ARNOLD DEGANUS, facteur-enregistreur de 1<sup>re</sup> classe, en service au chemin de fer (Anié) pour en jouir à Atakpamé.

Un congé de 30 jours avec traitement du 15 mai au 14 juin 1933 inclus est accordé à l'ouvrier de 3<sup>e</sup> classe AKAKPO, en service au chemin de fer (traction) pour en jouir à Palimé (cercle de Klouto).

5 mai 1933. — Un congé de 30 jours avec traitement du 15 mai au 13 juin 1933 inclus, est accordé à M. KWASSI K. ZAKOU, ouvrier de 7<sup>e</sup> classe, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir au Territoire.

Un congé de 60 jours avec traitement, du 15 mai au 13 juillet 1933 inclus, est accordé à l'aide-médecin de 4<sup>e</sup> classe DE SOUZA. Patrice en service à Pagala (travaux neufs) pour en jouir à Anécho.

Un congé de 30 jours, avec traitement du 16 mai au 14 juin 1933 inclus, est accordé à M. AKAKPOVI Robert, ouvrier de 5<sup>e</sup> classe, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir à Palimé.

Une prolongation de congé de 60 jours pour maladie du 28 mars au 26 mai 1933 inclus, est accordée au facteur-enregistreur de 3<sup>e</sup> classe DROSSOUVI Dominique, en service au chemin de fer (exploitation), pour en jouir à Segboroué (Dahomey).

### Prolongation de stage

Par arrêté du :

24 avril 1933. — Mademoiselle LAWSON Peace, monitrice stagiaire de l'enseignement privé (mission évangélique), est soumise à une nouvelle période de stage de six mois à compter du 1<sup>er</sup> mai 1933.

### Félicitations officielles

Par décision du :

5 mai 1933. — Des félicitations officielles sont accordées à :

KPONTON Hubert, instituteur de l'enseignement officiel Lomé. Excellent moniteur d'E. P. très actif, dévoué et compétent. A pris une part importante dans la préparation et l'exécution des manifestations sportives organisées en 1932.

DAVID Albert, instituteur de la mission catholique Lomé. Excellent moniteur d'E. P., dirige son groupe avec compétence et autorité, toujours prêt à se dépenser sans compter a pris une part importante dans la préparation et l'exécution des manifestations sportives organisées en 1932.

AGBOBLI Emmanuel, mission catholique Lomé. Excellent moniteur d'E. P. chargé en 1932 d'un groupe féminin important a obtenu en peu de temps d'excellents résultats. A pris une part importante dans la préparation et l'exécution des manifestations sportives organisées en 1932. A fourni un gros effort au cours du dernier stage et a obtenu un très bon classement.

FUMEY Arnold, instituteur école régionale de Kpota (Anécho) excellent moniteur, a formé un groupement féminin particulièrement bien entraîné.

TETEKPOE, instituteur. Excellent agent, a contribué intelligemment à l'aménagement du terrain d'E. P. de son école de Dayekakpa et a formé un groupe scolaire parfaitement entraîné. A obtenu au cours du dernier stage un très bon classement.

BOEHM Chrisostome, instituteur. Excellent moniteur d'E. P. dirige le groupe scolaire d'E. P. de l'école de Kpadafé avec compétence et autorité et a doté ses élèves d'un terrain d'E. P. très complet.

EKOUÉ Pierre, instituteur à Agou. Moniteur d'E. P. dévoué et actif, a formé un groupe scolaire parfaitement entraîné et discipliné disposant d'un terrain d'E. P. très complet à l'aménagement duquel ce moniteur a pris une grande part.

BRUCE Thomas, mission protestante Anécho. Très bon moniteur d'E. P. s'occupe avec autorité et compétence de son groupe d'E. P. a fourni un très gros effort au cours du dernier stage se classant premier à l'examen de sortie.

JOHNSON Romuald, instituteur école régionale Atakpamé. Moniteur d'E. P. classé à titre définitif ayant de réelles qualités d'instructeur. A dirigé avec compétence et autorité un groupe féminin qui a obtenu d'excellents résultats aux examens de l'éducation physique de fin d'année scolaire 1932.

JOHNSON Gabriel, instituteur. Excellent moniteur d'E. P. A l'absence d'un directeur européen a parfaitement entraîné le groupe scolaire de Mango et a obtenu

nu de très bons résultats dans la préparation de ses élèves aux examens aux certificats d'E. P. élémentaire, secondaire et supérieur.

Au cours du dernier stage d'E. P. a obtenu un très bon classement.

### Blâmes

Par arrêtés des :

25 avril 1933. — Un blâme avec inscription au dossier est infligé à l'ouvrier de 7<sup>e</sup> classe MENSAN Aaron, en service au chemin de fer (traction).

26 avril 1933. — Un blâme avec inscription au dossier est infligé au mécanicien conducteur de 5<sup>e</sup> classe Emmanuel HOLOR, en service au secteur de prophylaxie de la trypanosomiase.

### FORGES DE POLICE

#### Congés

Par arrêté du :

24 avril 1933. — Un congé de 30 jours avec traitement et gratuité de transport (aller et retour) est accordé à chacun des agents dont les noms suivent :

BAGNAN, caporal, Mle M/61 de la compagnie de milice accompagné de sa femme et 3 enfants pour en jouir à Siou (Sokodé).

BAKILA, milicien 1<sup>re</sup> classe Mle M/96 de la compagnie de milice accompagné de sa femme et 1 enfant pour en jouir à Siou (Sokodé).

BEKOUTARE, milicien 2<sup>e</sup> classe Mle M/134 de la compagnie de milice accompagné d'une femme à l'aller, et d'une femme et 2 enfants au retour pour en jouir à Niamtougou (Sokodé).

YENTE, garde 2<sup>e</sup> classe Mle 663, du peloton d'Atakpamé pour en jouir à Dfalé (Sokodé).

ATCHOKO, garde 2<sup>e</sup> classe Mle 799, du peloton des travaux neufs accompagné de sa femme et 1 enfant pour en jouir à Kandé (Mango).

DADJO, brigadier 2<sup>e</sup> classe Mle 357, du peloton des travaux neufs accompagné de sa femme pour en jouir à Lama-Kara (Sokodé).

BADJOUSSEM, garde 2<sup>e</sup> classe Mle 658, du peloton d'Anécho pour en jouir à Baga (Sokodé).

BELLAKAM, garde 1<sup>re</sup> classe Mle 265, du peloton de Mango pour en jouir à Iboubou (Sokodé).

### Affectations

Sont affectés pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1933 :

#### a) au centre d'instruction Lomé

KOURA GANDÉ, brigadier 1<sup>re</sup> classe Mle 40, du peloton de Sokodé.

GAOHA, brigadier 2<sup>e</sup> classe Mle 613, du peloton de Sokodé.

N'DABESSO, garde 1<sup>re</sup> classe Mle 455, du peloton de Sokodé.

*b) au peloton de Lomé*

NAKI MAGO, garde 2<sup>e</sup> classe Mle 869, du centre d'instruction.

KESSEM, garde 1<sup>re</sup> classe Mle 539, du centre d'instruction.

ALABANI, brigadier 2<sup>e</sup> classe Mle 861, du peloton de Sokodé.

SAKARY, garde 1<sup>re</sup> classe Mle 632, du peloton de Sokodé.

ALAOUA, garde 1<sup>re</sup> classe Mle 625, du peloton de Sokodé.

ALI TAGBÉ, garde 2<sup>e</sup> classe Mle 745, du peloton de Sokodé.

BRAÏMA SOUDOU, garde 2<sup>e</sup> classe Mle 744, du peloton de Sokodé.

SALIFOU AGORIGO, garde 2<sup>e</sup> classe Mle 746, du peloton de Sokodé.

*c) au peloton d'Atakpamé*

TOI SONDE, garde 1<sup>re</sup> classe Mle 397, du peloton de Lomé.

BALIGUI, garde 1<sup>re</sup> classe Mle 702, du peloton de Lomé.

ESSE III, garde 1<sup>re</sup> classe Mle 719, du peloton de Lomé.

TELANGANI, garde 2<sup>e</sup> classe Mle 769, du peloton de Lomé.

**Agrément d'agents stagiaires**

Sont agréés en qualité d'agents stagiaires, les indigènes volontaires dont les noms suivent :

Pour compter du :

7 avril 1933. — HOURIE, ex-tirailleur.

7 avril 1933. — TOKOU, ex-tirailleur.

7 avril 1933. — HAMIDOU, ex-tirailleur.

12 avril 1933. — ZOUMAROU, ex-tirailleur.

14 avril 1933. — SETH ANOMAH, ex-tirailleur.

14 avril 1933. — YAYA MOSSI, ex-tirailleur.

15 avril 1933. — AMADOU ZOUGOU, ex-tirailleur.

**Incorporations**

Par arrêté du :

5 mai 1933 — Sont incorporés pour une durée de 3 ans :

*1<sup>re</sup>) à la compagnie de milice de Lomé.*

A compter du 12 avril 1933 comme :

Caporal N° Mle M/222 TONIKENKO TARAORÉ, ex-sergent de T. S.

Caporal N° Mle M/223 SALIFOU BOUSSANGA, ex-sergent de T. S.

Milicien 1<sup>re</sup> classe N° Mle M/224 OUAMANE TARAORÉ, ex-caporal de T. S.

Milicien 1<sup>re</sup> classe N° Mle M/225 DAOBILA, ex-caporal de T. S.

Milicien 2<sup>e</sup> classe N° Mle M/226 BARTIE KABOURÉ, ex-tirailleur de 1<sup>re</sup> classe.

Milicien 2<sup>e</sup> classe N° Mle M/227 BABA KANTÉ, ex-tirailleur de 1<sup>re</sup> classe.

Milicien 2<sup>e</sup> classe N° Mle M/228 TOULARIMA, ex-tirailleur de 1<sup>re</sup> classe.

Milicien 2<sup>e</sup> classe N° Mle M/229 DOGO, ex-tirailleur de 1<sup>re</sup> classe.

Milicien 2<sup>e</sup> classe N° Mle M/230 LIMBAMBA KIÉRI, ex-tirailleur de 1<sup>re</sup> classe.

Milicien 2<sup>e</sup> classe N° Mle M/231 KOUKA I, ex-tirailleur de 1<sup>re</sup> classe.

*2<sup>e</sup>) au détachement milice de Sokodé.*

A compter du 1<sup>er</sup> mai 1933 comme :

Milicien 2<sup>e</sup> classe N° Mle M/232 NAKOUTCHA, ex-tirailleur de 1<sup>re</sup> classe.

**Rengagements**

Sont rengagés pour 3 ans dans les forces de police.

A compter du :

4 avril 1933 — CEMOI, milicien 1<sup>re</sup> classe Mle M/60, de la compagnie de milice.

1<sup>er</sup> mai 1933 — MAHOVA, garde 1<sup>re</sup> classe Mle 341, du peloton de Klouto.

12 mai 1933 — TABASSI BORA, garde 2<sup>e</sup> classe 773, du détachement police Lomé.

**Congé**

Un congé de 15 jours avec traitement et gratuité de transport (aller et retour) est accordé au garde de 2<sup>e</sup> classe ALI V, N° Mle 700, du peloton de Sokodé, pour en jouir à Défalé (accompagné de sa femme).

**Agrément d'agents stagiaires.**

Sont agréés en qualité de stagiaires :

A compter du :

12 avril 1933. — PEGUEDEOUENDE, ex-tirailleur 2<sup>e</sup> cl.

12 avril 1933. — NAYIRI, ex-tirailleur 2<sup>e</sup> classe.

12 avril 1933. — GAMBILA, ex-tirailleur 2<sup>e</sup> classe.

12 avril 1933. — SAMBO, ex-tirailleur 2<sup>e</sup> classé.

12 avril 1933. — BOUKOUZI, ex-tirailleur 2<sup>e</sup> classe.

12 avril 1933. — YOB, ex-tirailleur 2<sup>e</sup> classe.

12 avril 1933. — YAMBA MILOUGOU, ex-tirailleur 2<sup>e</sup> cl.

12 avril 1933. — DIEHOM, ex-tirailleur 2<sup>e</sup> classe.

12 avril 1933. — KOUKA II, ex-tirailleur 2<sup>e</sup> classe.

12 avril 1933. — BAORE, ex-tirailleur 2<sup>e</sup> classe.

12 avril 1933. — ZIEBROU, ex-tirailleur 2<sup>e</sup> classe.

12 avril 1933. — TONGUE, ex-tirailleur 2<sup>e</sup> classe.

12 avril 1933. — PANGAZOULA, ex-tirailleur 2<sup>e</sup> classe.

12 avril 1933. — GAMBILA, ex-tirailleur 2<sup>e</sup> classe.

12 avril 1933. — KIRSAMA, ex-tirailleur 2<sup>e</sup> classe.

20 avril 1933. — IREKPA, ex-tirailleur 2<sup>e</sup> classe.

20 avril 1933. — DOUKOU, ex-tirailleur 2<sup>e</sup> classe.

21 avril 1933. — BOUKARI, ex-tirailleur 2<sup>e</sup> classe.

21 avril 1933. — DIROUTÉ KOURA, ex-tirailleur 2<sup>e</sup> cl.

1<sup>er</sup> mai 1933. — BOENA, ex-tirailleur 2<sup>e</sup> classe.

1<sup>er</sup> mai 1933. — DADJO, ex-tirailleur 2<sup>e</sup> classe.

1<sup>er</sup> mai 1933. — ANDEREN'DIAYE, ex-tirailleur 2<sup>e</sup> cl.

**Affectations**

Sont affectés à compter du 1<sup>er</sup> mai 1933 :

*a) au peloton de Lomé.*

MASSIANA, garde de 1<sup>re</sup> classe N° Mle 907, de la compagnie de milice.

CEMOI, garde de 1<sup>re</sup> classe N° Mle 909, de la compagnie de milice.

DARE, garde de 1<sup>re</sup> classe N° Mle 910, de la compagnie de milice.

LANGBE, garde de 1<sup>re</sup> classe N° Mle 911, de la compagnie de milice.

BAKILA, garde de 1<sup>re</sup> classe N° Mle 912, de la compagnie de milice.

MOUSSA KANDÉ, garde de 1<sup>re</sup> classe N° Mle 913, de la compagnie de milice.

BRAIMA ALI, garde de 1<sup>re</sup> classe N° Mle 142, de la compagnie de milice.

BABALEM, garde de 2<sup>e</sup> classe N° Mle 908, de la compagnie de milice.

BOUKARI SAMARÉ, garde de 2<sup>e</sup> classe N° 914, de la compagnie de milice.

POUKRA, garde de 2<sup>e</sup> classe N° Mle 915, de la compagnie de milice.

SAMA, garde de 2<sup>e</sup> classe N° Mle 916 de la compagnie de milice.

*b) à la compagnie milice de Lomé.*

FATOUZOUN, milicien 2<sup>e</sup> classe N° Mle M/233, du détachement police Lomé.

MATHIAS, milicien 2<sup>e</sup> classe N° Mle M/234, du détachement police Lomé.

KOLANI, milicien 2<sup>e</sup> classe N° Mle M/235, du détachement police Lomé.

DAMNANGA, milicien 2<sup>e</sup> classe N° Mle M/236, du détachement police Lomé.

MEDO MOSSI, milicien 2<sup>e</sup> classe N° Mle M/237, du détachement police Lomé.

TOMBOGA, sergent N° Mle M/238, du peloton de Mango.

*c) au détachement police Lomé.*

DONA DOTABA, brigadier 2<sup>e</sup> classe Mle 200, du centre d'instruction.

GBATI, garde de 1<sup>re</sup> classe Mle 917, de la compagnie de milice.

SONIA, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 918, de la compagnie de milice.

TAIHEVA, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 919, de la compagnie de milice.

BOUKARI I, garde de 1<sup>re</sup> classe Mle 921, de la compagnie de milice.

OUAGA DIAMA, garde de 1<sup>re</sup> classe Mle 920, de la compagnie de milice.

ZANDJANAKOU, garde de 1<sup>re</sup> classe Mle 800, de la section des commis et ouvriers.

DJOBO, garde de 1<sup>re</sup> classe Mle 922, de la compagnie de milice.

ASSO II, garde de 1<sup>re</sup> classe Mle 923, de la compagnie de milice.

NAGOU LAMBONI, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 924, de la compagnie de milice.

BENGALÉ, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 925, de la compagnie de milice.

GNAMA, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 926, de la compagnie de milice.

NASSANDJA, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 927, de la compagnie de milice.

AZANTRE, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 928, de la compagnie de milice.

KODJO ALAGBE, garde stagiaire de la compagnie de milice.

*d) au peloton de Sokodé.*

MAMA NAYA, garde de 1<sup>re</sup> classe Mle 929, du détachement milice de Sokodé.

**Licenciement.**

Est licencié pour fin de contrat à compter du 2 mai 1933, le garde de 1<sup>re</sup> classe TIAMO II, N° Mle 770, du peloton de Sokodé.

**CENSEUR ADMINISTRATIF**

Par décision du :

28 avril 1933. — M. BERNARD, rédacteur principal de 1<sup>re</sup> classe du ministère des colonies, chef des bureaux des « affaires politiques » et de l'« administration générale » est désigné pour procéder en qualité de censeur administratif à la vérification de l'agence de la banque de l'Afrique occidentale à Lomé pour le mois d'avril 1933.

**CHEF DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

Par arrêté du :

28 avril 1933. — M. BERNARD, rédacteur principal de 1<sup>re</sup> classe du ministère des colonies, chef des bureaux des affaires politiques et de l'administration générale, est désigné comme chef du secrétariat général, « ad hoc » pour siéger à la séance du conseil d'administration du 1<sup>er</sup> mai 1933.

**COMMISSION**

Par décision du :

25 avril 1933. — Une commission composée de :  
M.M. BAUCHE, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives. *Président*  
Le chef du service de l'enseignement p. i.,  
Le R. P. RIEBSTEIN,  
CARRIÈRE, directeur de l'école de la mission protestante, *Membres*  
DOGBE Godwin, commis expéditionnaire.

se réunira sur la convocation de son président à l'effet d'apprécier la valeur des éléments d'une grammaire

Ewé, composée par M. MARTIN chef du service de l'enseignement p. i.

M. CARRIÈRE assurera les fonctions de secrétaire au sein de la dite commission.

### COMMISSION D'ENQUÊTE

Par arrêté du :

5 mai 1933. — Une commission d'enquête composée de :

M. M. PIC Joseph, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe *Président*  
 Paul MAHOUX, ingénieur-adjoint des travaux publics, *Membres*  
 ASSOGBA, maître-ouvrier de 3<sup>e</sup> classe, *Membres*

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas du maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe DO REGO SEYDOU.

M. Paul MAHOUX est nommé rapporteur de la susdite commission.

### CURATELLE AUX SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS

Il est donné avis que par jugement du 3 mars 1933 le tribunal de première instance de Lomé a prononcé l'envoi en possession provisoire du domaine des successions vacantes ci-après :

1<sup>o</sup> — Oke, militaire, né à Golo Djigbé (Dahomey) décédé à Sansanné-Mango le 19 octobre 1924.

Ladite succession présente un solde créancier de 199 frs. 32.

2<sup>o</sup> — Aniada, militaire, né à Konté, cercle de Sansanné-Mango en 1900, décédé à Fréjus le 5 mars 1925.

Ladite succession présente un solde créancier de 56 frs. 00.

3<sup>o</sup> — Takba, militaire, né à Yaka (Togo) en 1898 décédé à Guiglo (Ht. Cavally) le 21 janvier 1919.

Ladite succession présente un solde créancier de 57 frs. 94.

Les personnes pouvant avoir des droits sur ces successions sont invitées à se faire connaître au curateur soussigné.

Lomé, le 25 avril 1933.

*Le curateur, aux successions et biens vacants,*

PEYROTTE.

### DOMAINES

Par arrêté du :

25 avril 1933. — Le sieur ADOULO FADOHOU, commerçant demeurant à Lama-Kara, est autorisé à occuper à ses risques et périls une parcelle d'un terrain domanial situé à Lama-Kara, constituant le lot n° 1 du lotissement du centre commercial de Lama-Kara, d'une superficie de quinze ares quatre-vingt-sept centiares.

### EXPULSION

Par arrêté du :

1<sup>er</sup> mai 1933. — Il est enjoint au nommé Bocco Jean, Alexandre, né le 27 septembre 1897 à Agoué, colonie du Dahomey, de quitter le territoire du Togo dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté qui lui sera faite par les soins du commandant de cercle de Sokodé.

Au cas où l'intéressé ne se conformerait pas à cet ordre, il sera expulsé par la police.

### PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Par arrêtés du :

25 avril 1933. — La société G. B. Ollivant est autorisée à tenir dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928, un dépôt de produits pharmaceutiques (liste n° 1) dans la boutique qu'elle possède à Nuatja (cercle d'Atakpamé) et qui est actuellement gérée par le nommé SHADRAK TÊTÊ ATIKOSSIE.

Est révoquée l'autorisation qui avait été antérieurement accordée à Paul FREITAS par l'arrêté du 29 décembre 1932.

La société commerciale de l'ouest africain est autorisée, dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928, à tenir un dépôt (liste n° 1) de produits pharmaceutiques, dans la boutique qu'elle possède à Atakpamé et qui est actuellement gérée par M. René PEJOU.

Est révoquée l'autorisation précédemment accordée à M. FOURA Eugène par l'arrêté du 16 octobre 1932.

### INDEMNISATIONS

Par arrêté du :

1<sup>er</sup> mai 1933. — Est autorisé au profit des particuliers, sociétés ou compagnies ci-dessous énumérés, le paiement des sommes ci-après représentant le montant des dégâts matériels causés à leurs biens meubles et immeubles au cours des manifestations des 24 et 25 janvier 1933;

Compagnie française de l'Afrique occidentale	229,75
Société commerciale de l'ouest africain	2.428,50
L'Industrielle coloniale	360,00
Compagnie générale des comptoirs africains	296,00
GARIGLIO	1.685,10
United Africa company	252,04
Compagnie des chargeurs réunis	87,00
Vice consul britannique	1.191,50
M. SAVI DE TOVÉ	35.158,00
M <sup>me</sup> Regina SAVI DE TOVÉ née BRUCE	2.679,00
M. David GBEDEMAH	682,00
M. SAVI DE TOVÉ (Estimation Felicio DE SOUZA, AJAYON pour immeuble)	6.000,00
M <sup>me</sup> Elisabeth ABUTIATE née BRUCE	1.429,00
Société agricole de Lomé	10.803,69
M. OCCANSEY	14.332,45
M. John GBGBO	500,00

78.114,03



**RETRAITS DE PERMIS DE CONDUIRE**

Par arrêté du :

27 avril 1933. — Est définitivement retiré le permis de conduire les voitures automobiles qui avait été accordé au nommé Isidore Loko.

Sont retirés pour une période d'un an, pour compter de la date du présent arrêté, les permis de conduire qui avaient été accordés aux individus ci-après énumérés :

MENSAH PACOU,  
AOUKOU Ezin,  
DAHOUENOE Martin.

**SECOURS**

Par arrêtés du :

1<sup>er</sup> mai 1933. — Sont accordés les secours suivants :

Laurent WOUGO ATTISSE	1.050 francs
Anna BOEDA	1.300 francs
AYOULETE	1.700 francs
Marcellin VIEYRA	1.500 francs
John ATAYI	2.300 francs
Hans AKAKPO	2.500 francs
KALI LIMA (Milicien de 1 <sup>re</sup> classe)	25 francs
ALI YEKINI	500 francs
HANISSI (femme)	250 francs

Un secours temporaire de 3 ans renouvelable d'un montant annuel de 2.184 francs est accordé à Madame AUBENAS Thérèse, veuve d'un commis principal de

3<sup>e</sup> classe du cadre local des postes et télégraphes du Togo, décédé le 1<sup>er</sup> novembre 1932 et qui totalise à cette date 27 années de services au Territoire.

Ce secours est payable par trimestre, à terme échu.

**SUBVENTION**

Par décision du :

27 avril 1933. — Il est accordé au cercle de l'union togolaise une subvention de mille francs (1000 frs.) à titre de participation du Territoire aux frais de réception occasionnés par la venue à Lomé de l'avisé « Bougainville ».

**SUPPRESSION DE HALTES**

Par arrêté du :

5 mai 1933. — A partir du 15 mai 1933 les haltes de Davié et d'Awatamé seront fermées à tout trafic.

**AVIS DE CONCOURS**

Le 15 juin 1933 sera ouvert à Lomé un concours à un emploi d'inspecteur-stagiaire du cadre supérieur de police du Togo.

Les candidats devront, outre la qualité de Français, remplir les conditions prévues à l'art. 3 de l'arrêté du 11 mars 1933 portant organisation du cadre, notamment pouvoir prétendre à pension à l'âge de 60 ans. La liste des inscriptions sera close le samedi 3 juin 1933. Les demandes devront être adressées à Monsieur le Commissaire de la République au Togo.

**ÉTAT des mouvements de la Navigation du Port de Lomé  
pendant le mois d'Avril 1933**

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	D A T E S		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	T O N N A G E	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
<b>82-Maaskerk</b> Douala-Hambourg	Hollandais	1. 4. 33	1. 4. 33	2.338	60	0.003	22.402
<b>83-Tombouctou</b> Marseille-Pte. Noire	Français	3. 4. 33	3. 4. 33	3.262	44	132.540	—
<b>84-Foucauld</b> Matadi-Bordeaux	—do—	—do—	—do—	6.599	166	0.021	0.257
<b>85-John Holt</b> Hambourg-Kribi	Anglais	4. 4. 33	4. 4. 33	1.794	39	167.050	—
<b>86-Jonathan Holt</b> Lagos-Hambourg	—do—	5. 4. 33	5. 4. 33	1.794	39	—	195.539
<b>87-West Kebar</b> New-York-Opobo	Américain	7. 4. 33	7. 4. 33	3.516	34	83.853	—
<b>88-Lafian</b> Liverpool-Burutu	Anglais	10. 4. 33	10. 4. 33	2.270	35	80.660	—
<b>89-Cheldale</b> Londres-Calabar	—do—	—do—	11. 4. 33	2.536	34	206.625	—
<b>90-Madonna</b> Douala-Marseille	Français	—do—	10. 4. 33	3.263	130	0.110	124.065
<b>91-Hoggar</b> Marseille-Douala	—do—	12. 4. 33	12. 4. 33	3.109	74	108.859	—
<b>92-Wm. Wilberforce</b> Londres-Opobo	Anglais	—do—	—do—	2.165	38	57.395	—
<b>93-Macgregor Laird</b> Liverpool-Opobo	—do—	13. 4. 33	13. 4. 33	2.167	41	41.624	17.700
<b>94-Ft. Lamy</b> Kribi-Hambourg	Français	14. 4. 33	14. 4. 33	3.117	44	—	371.020
<b>95-Ft. Medine</b> Anvers-Douala	—do—	—do—	—do—	3.141	44	91.640	—
<b>96-Asie</b> Bordeaux-Matadi	—do—	15. 4. 33	15. 4. 33	4.214	158	2.960	—
<b>97-Ingo</b> Lagos-Hambourg	Allemand	18. 4. 33	18. 4. 33	2.362	47	—	232.120
<b>98-Eboe</b> Sapele-Liverpool	Anglais	19. 4. 33	19. 4. 33	2.964	56	37.026	—
<b>99-Amstelkerk</b> Hambourg-Kribi	Hollandais	20. 4. 33	20. 4. 33	2.347	61	97.094	—
<b>100-John Holt</b> Kribi-Hambourg	Anglais	—do—	—do—	1.794	39	0.075	77.127
<b>101-Hoggar</b> Douala-Marseille	Français	23. 4. 33	23. 4. 33	3.109	74	0.028	1.252
<b>102-Wolfram</b> Hambourg-Kogo	Allemand	24. 4. 33	24. 4. 33	2.242	48	1.878	—
<b>103-Cherca</b> Trieste-Lobito	Italien	—do—	25. 4. 33	3.319	37	415.487	—
<b>104-Casamance</b> Anvers-Pte. Noire	Français	26. 4. 33	26. 4. 33	3.433	46	123.721	—
<b>105-Canada</b> Marseille-Douala	—do—	27. 4. 33	27. 4. 33	5.668	163	73.181	0.017
<b>106-Dunkwa</b> Londres-Douala	Anglais	—do—	—do—	1.996	36	35.017	—
<b>107-Robert Holt</b> Liverpool-Kribi	—do—	29. 4. 33	29. 4. 33	1.797	39	73.592	1.250

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	ÉQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
<b>108-Amérique</b> Bordeaux-Matadi	Français	30. 4. 33	30. 4. 33	4.867	146	4.621	—

Lomé, le 1<sup>er</sup> Mai 1933.Le Chef du Service des Douanes p. l.  
BARBARROUX

## PARTIE NON OFFICIELLE

« L'administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit des textes insérés dans la partie non officielle. »

### AVIS

La Compagnie des Chargeurs Réunis a l'honneur d'informer le public que le voyage du "BRAZZA" du 16 Mai étant supprimé, ce paquebot sera remplacé par l'"ASIE" quittant Bordeaux le 20 Mai.

Ces dispositions entraînent les modifications suivantes à l'horaire n° 71 :

PAQUEBOTS	DÉPARTS DE BORDEAUX	ESCALES A LOMÉ	
		ALLER	RETOUR
ASIE	20 Mai	3 Juin	16 Juin
JAMAÏQUE	31 Mai	14 Juin	27 Juin
AMÉRIQUE	20 Juin	5 Juillet	18 Juillet
ASIE	19 Juillet	2 Août	15 Août

Sauf changements imprévus.

Lomé, le 5 Mai 1933

« CHARGEURS RÉUNIS »

### Loterie de "La plus grande France"

Le tirage de la 3<sup>e</sup> série de la loterie de « La plus grande France » (Billets verts) a eu lieu le 10 avril dernier à Paris.

Les billets reçus par moi de la « Fédération Française des anciens coloniaux » et placés par mes soins étaient des séries Cc et Ce : série Cc, n° 123.001 à 123.500 inclus; série Ce, n° 058 051 à 058.100 inclus.

Les séries Cc et Ce ont eu pas mal de numéros gagnants; mais aucun billet des séries 123.000 et 058.000 n'est sorti. C'est dire que nous n'avons rien gagné. Nous n'avons donc, jusqu'ici, que la satisfaction morale

d'avoir contribué à une « bonne œuvre ». Une somme importante du produit de la loterie ira à la « Maison du Missionnaire » à Vichy. Une chance nous reste encore : celle de gagner le gros lot d'un million du tirage intersérie qui aura lieu en décembre 1933 aussitôt après le tirage des billets de la 4<sup>e</sup> série. Gardez donc soigneusement les billets verts jusqu'en décembre.

Les billets de la 4<sup>e</sup> série (Billets jaunes) me parviendront bientôt. Dès qu'ils seront arrivés je préviendrai le public.

J. M. CESSOU,  
Vic. ap. du Togo.